

histoire
de
l'athénée
royal
de
rösraith



l'Allemagne de 1948

L'après-guerre avait trois ans quand fut créé à Bad Honnef, sur les bords du Rhin, l'Athénée réservé aux enfants des militaires belges en Allemagne.

Pour les Alliés, la guerre s'était officiellement terminée le 8 mai 1945, mais dans les récits des Allemands de Berlin, de Hambourg, de Créfeld ou de Munich, le passage de l'état de guerre à l'état de paix se situait à une date variable et constituait une transition dont les problèmes se révélaient fort différents.

À l'arrivée des troupes alliées, en 1945, beaucoup d'officiels avaient fui et les employés d'innombrables services publics étaient en chômage. Mais les gens n'avaient tout d'abord besoin ni d'argent, ni de travail. Ils avaient autre chose à faire. Celui-ci récupérait des meubles mis à l'abri des bombardements, cet autre était à la recherche d'un toit. Tous faisaient la chasse à la nourriture et d'interminables équipées se déversaient dans les campagnes nourricières, quettaient les trains de charbon, récupéraient le vieux bois dans les ruines.

Des ménagères faisaient d'interminables queues devant des boutiques maigrement et irrégulièrement ravitaillées. Elles se débattaient aussi avec des conduites d'eau en mauvais état et la sueur perlait au moindre effort. On signalait à l'époque qu'un train rempli de pain destiné à l'armée et qu'on avait caché dans un défilé par crainte des chasseurs bombardiers avait été livré au pillage. Et pendant très longtemps, les robes faites avec les couvre-lits de la Wehrmacht montraient comment la paix savait se servir des épaves de la guerre.

Le déblayage des ruines — première action organisée par les pouvoirs — se transformait en maints endroits en travail punitif pour les « politiquement impurs ». Les écoles étaient paralysées : d'abord parce que les salles de classe faisaient défaut, ensuite parce que les instituteurs, pour la plupart, n'étaient pas là.

Et puis, il y avait surtout l'énorme problème des réfugiés, des expulsés, des transplantés.

Après la première guerre mondiale, les vicissitudes des conflits de nationalités en Europe centrale et orientale et dans les Balkans avaient entraîné des déplacements de population sur une grande échelle. Mais tout ce qui s'était produit à l'époque dans ce domaine, était à présent largement dépassé.

Le recensement du 29 octobre 1946, le seul auquel le Conseil de Contrôle procéda sur l'ensemble des zones, fit déjà apparaître un nombre total de dix millions de réfugiés. Pour éviter que la force de leur personnalité

ne les rendit dangereux, ces communautés humaines, sociales, économiques qui avaient une longue histoire et s'équilibraient harmonieusement, furent dispersées dans tout le reste de l'Allemagne, comme les rouages d'une montre démontée par un enfant. La plupart des réfugiés avaient franchi en fraude les frontières zonales après des marches dangereuses dans les landes et les forêts. Très souvent la famille, première cellule de sécurité, régissait toutes ces migrations et c'est ainsi que se gardaient en vie, les vieillards, les malades et les enfants mineurs.

Enfin, arriva l'année 1948, celle du plan Marshall, de la nouvelle monnaie, de la libération des prisonniers.

Le Plan Marshall lancé le 3 mai 1948 provoqua une élévation soudaine des importations américaines de matières grasses. Il conditionna jusqu'à un certain point le succès de la réforme du 20 juin 1948 qui devait bouleverser profondément le système monétaire et bancaire de l'Allemagne Occidentale et redonner à l'argent sa fonction de régulateur. Bien qu'elle se justifiait techniquement par la suite, la nouvelle réglementation fut très impopulaire à l'époque. Une note mélancolique trouvée dans le livre de comptes d'une ménagère indique que le jour de la réforme monétaire, une somme de 9.263 Mark en numéraire fut transformée brutalement en papier sans valeur. On n'avait pas pu les engager à temps dans la lutte contre la faim. Quinze jours durant régna l'égalité des fortunes, chacun ne possédant que le contingent échangé, c'est-à-dire 40 D.M. par personne. De nombreuses entreprises parfaitement viables se trouvèrent brusquement dans une situation critique en raison de l'insuffisance de leurs liquidités.

Cette année-là, le gouvernement français décida de libérer les prisonniers de guerre prêtés par les Américains à la France. L'Angleterre en avait libéré 435.000 quelques mois plus tôt et la Russie se déclarait prête à rapatrier environ 900.000 hommes. Nous nous souvenons de ces hommes revenus de Sibérie. Ils se tenaient dans les gares en veste de steppe, les oreillons de leurs bonnets rabattus sur leurs visages gris, cherchant en vain, dans les paysages de ruines, quelque chose qui leur eût rappelé l'Allemagne qu'ils avaient connue avant Stalingrad.

Le pays, cette année-là, comptait plus d'un million de chômeurs. Les Allemands se plaignaient du démantèlement de leurs usines, de l'augmentation des frais d'occupation, de la rareté des vivres, du retour trop lent des prisonniers, d'un marché noir tentaculaire et d'une crise de logement peu commune. En Rhénanie-Westphalie, la région la plus éprouvée d'Allemagne, 30 % des immeubles avaient été détruits. À Cologne, 75 % des maisons étaient démolies ou gravement endommagées et les canalisations, la voirie, l'équipement électrique devaient être entièrement renouvelés.

Bref, le premier groupe de professeurs chargés d'assurer l'enseignement secondaire aux enfants des militaires belges en Allemagne trouva, à son arrivée outre-Rhin, un pays exsangue. C'était la paix, sans doute, mais cette paix n'avait rien d'idyllique, car ses habitants s'interrogeaient encore sur le sens de leur dernière guerre, sur leurs responsabilités et une génération de survivants essayait de faire face à ses angoisses dans des villes détraquées.

honnef

C'est le 1er septembre que Monsieur Paul Sak, inspecteur de langues classiques, prit possession du couvent des Ursulines dans la petite ville de Honnef, en amont de Bonn, et y ouvrit l'athénée destiné aux enfants des militaires belges.

Nos troupes constituaient en zone anglaise un des éléments du dispositif de protection qui devait dissuader ou contenir l'élan d'un agresseur éventuel. Leur présence était la garantie du respect dû à la Haute Commission et de l'obéissance due à ses décisions. Nos soldats avaient la charge d'assurer l'ordre intérieur dans le cas où les forces de police allemandes n'y suffiraient pas. Ils devaient enfin défendre le bon renom de leur pays et par leur tenue, leur correction et leur dignité, gagner l'estime sinon la sympathie de la population allemande.

La guerre avait signifié pour beaucoup de militaires de carrière une séparation longue et pénible et on ne pouvait envisager de les laisser éloignés indéfiniment de leurs épouses et de leurs enfants.

Un arrêté du Régent daté du 1er juillet 1948 avait prévu une école moyenne avec section latin-grec et latin-mathématiques. Mais bientôt ce projet fut modifié par un nouvel arrêté du Régent daté du 12 novembre 1948 avec effet rétroactif au 1er septembre 1948. Celui-ci transformait l'établissement en section d'athénée comprenant un cycle inférieur d'humanités anciennes et modernes de régime français et néerlandais.

Ce couvent des Ursulines que le correspondant de l'agence Belga à Bonn qualifiait, à l'époque, de « gentil-homme spacieuse, mais passablement malmenée par l'occupation militaire » convenait parfaitement comme établissement scolaire, car les Ursulines y avaient depuis longtemps créé une école pour jeunes filles.

Au cours des mois de juillet et d'août, des équipes de peintres renouvèrent les bâtiments de fond en comble et lorsque les 24 professeurs et maîtres d'étude désignés par le Ministère de l'Instruction publique débarquèrent à Honnef dans la matinée du 13 septembre, la grande bâtisse défraîchie et poussiéreuse était devenue un internat clair, accueillant et confortable où classes, réfectoires, cuisines et dortoirs étaient fort bien aménagés et d'une méticuleuse propreté.

Honnef, petite ville de 15.000 habitants, relevant de l'arrondissement de la Sieg, est située entre la rive droite du Rhin et le Siebengebirge. Sa station hydro-minérale, son établissement de bains, son jardin thermal et son casino attiraient en des temps plus paisibles des milliers d'estivants.

Surnommée « la Nice du Nord », elle peut, à l'abri de

sa chaîne de montagnes, s'enorgueillir d'un climat particulièrement doux et ses cépages sont les plus nordiques des vignobles européens. De nombreuses maisons de repos et un grand sanatorium dominant des crêtes d'où la vue plonge sur les deux îles de Grafenwerth et de Nonnenwerth au milieu du Rhin.

Nos élèves escaladaient fréquemment les hauteurs environnantes. On devait les apercevoir souvent le dimanche dans les ruines du Drachenfels chanté par Byron. La vue y est, en effet, une des plus belles des bords du Rhin.

C'est à proximité de Honnef, au célèbre Hôtel-Restaurant du Petersberg qui vit la rencontre Hitler-Chamberlain en 1938 et qui fut après la défaite de 1945 le lieu de rencontre des Hauts-Commissaires, qu'eut lieu la première réunion générale des enseignants belges d'Allemagne. C'était le 13 septembre 1948...

Les professeurs dont l'âge moyen se situait aux environs de 25 ans étaient au nombre de seize. Huit appartenaient au régime linguistique français et huit au régime linguistique néerlandais. Le personnel administratif se composait de onze fonctionnaires : six Wallons et cinq Flamands.

Tous les professeurs étaient licenciés ou docteurs. L'arrêté du Régent du 12 novembre 1948 stipulait d'ailleurs que... « ... pour des raisons d'ordre pédagogique et pour la sauvegarde du prestige de notre enseignement, il convenait de confier les cours généraux à des diplômés universitaires ».

L'entente fut, dès le début, parfaite entre Wallons et Flamands.

Le Préfet, homme pondéré et Flamand de culture française, maniait parfaitement les deux langues nationales et veillait jalousement à ce que plaisanteries et quolibets ne dépassent jamais les limites du bon goût.

Proportionnellement au nombre d'élèves flamands, les néerlandophones étaient fort bien représentés dans l'équipe professorale initiale ; toutefois, par décision de Monsieur Camille Huysmans, Ministre de l'Instruction publique, les communications préfectorales lors des réunions du corps enseignant et administratif étaient faites en français, seule langue comprise de tous.

Cet unilinguisme administratif nous fit gagner bien du temps. Le culte de la langue comme valeur en soi n'était pas encore devenu une extravagante doctrine politique. L'église restait au milieu du village et les esprits étaient au compromis. Soulignons aussi que dans ce premier corps professoral plusieurs Wallons et Flamands étaient parfaitement bilingues. D'ailleurs nos préoccupations se situaient au delà des questions linguistiques. L'un ou l'autre avait connu l'enfer concentrationnaire, une longue captivité ou la déportation, mais la plupart séjournaient en Allemagne pour la première fois. Et le spectacle quotidien d'une population éprouvée aux prises avec d'innombrables difficultés matérielles et morales, l'adaptation à une vie nouvelle, à un métier encore mal connu, n'étaient pas de nature à nous pousser vers un formalisme stérile.

Nos relations avec les autorités allemandes locales furent inexistantes durant notre séjour à Honnef. L'heure des relations amicales n'avait pas encore sonné aux horloges officielles. Même un an plus tard, le 19 août 1949, Monsieur François-Poncet, Haut-Commis-

saire de la République Française en Allemagne, définissant la politique nouvelle qui faisait suite à celle des Gouvernements militaires, affirmait encore avec force : « ... l'Allemagne sera sage, si elle n'oblige pas les Hauts-Commissaires à la rappeler à la raison, ce qu'ils n'hésiteront pas à faire, le cas échéant, avec une rigoureuse fermeté ». Mais les relations personnelles qui se nouèrent entre la population locale et nous, furent empreintes de beaucoup de cordialité.

L'établissement de Honnef avait enregistré, en ce mois de septembre 1948, 202 inscriptions d'élèves : 122 étaient de régime francophone et 80 appartenaient au régime néerlandophone. (46 étaient enfants d'officiers, 153 de sous-officiers, 3 de caporaux et soldats). Les filles étaient logées dans les dortoirs du couvent, dans l'enceinte même de l'école. Les garçons se rendaient chaque soir, après le souper au « Feuerschloss », grosse villa située à 100 mètres de l'Athénée et qui appartenait ou avait appartenu à un magnat de la presse allemande.

Bon nombre de ces enfants, victimes des mutations paternelles, avaient erré de garnison en garnison et leur éducation de base était entachée de redoutables lacunes. L'inspecteur-Préfet Sak n'avait pas manqué d'attirer l'attention de son corps professoral sur la tâche ardue qui l'attendait et sur la nécessité de mettre en œuvre toutes les techniques pédagogiques pour améliorer les connaissances de base des élèves. Le registre des réunions professorales de l'époque témoigne à suffisance de la volonté de tous de s'adapter au niveau scolaire réel des élèves et de rechercher les remèdes qui s'imposaient en ces circonstances. Malgré les efforts tentés, le premier palmarès de l'Athénée fait apparaître combien il était urgent de créer dans la zone belge un réseau d'écoles bien tenues. C'est ainsi que nous relevons dans une première sixième française — dont la grosse majorité des élèves arrivèrent plus tard à des situations enviables — quelque 54 % d'échecs en français. Dans une sixième moderne de 22 élèves, 10 enfants n'obtenaient pas les 6/10 en mathématiques.

Nous n'avons pas souvenir de troubles disciplinaires sérieux, 20 ans ont passé et bien des souvenirs se sont effacés, mais la lecture des registres des réunions des années 1948 et 1949 laisse transparaître une perpétuelle inquiétude quant aux attitudes morales et à la docilité d'une jeunesse qui avait été exposée à la fébrilité de cette après-guerre, avec son instabilité politique, son marché noir, sa crise de logement et l'intense besoin — partout présent — de jouir doublement de la vie.

La rentrée des classes pour l'année 1949-1950 débuta par une réunion plénière du corps professoral et administratif. Elle eut lieu le 2 septembre.

Monsieur l'Inspecteur-Préfet Sak nous annonça tout d'abord que par Arrêté du Régent l'établissement venait d'être élevé au rang d'athénée royal. Il nous fit part ensuite d'une nouvelle moins réjouissante, mais qui ne surprit nullement ceux qui avaient lu le bref communiqué final de la conférence des ministres des affaires étrangères de Londres de juin 1949. Il était question d'une réorganisation du secteur belge d'occupation et d'une évacuation de l'Athénée. Le procès-verbal de la réunion, rédigé de la main du Préfet — fait état d'une « évacuation éventuelle », mais la suite



Deux solutions se présentaient au Chef d'établissement : soit licencier les élèves pour une période de quatre mois en attendant que les deux châteaux de Rôsrath (découverts après de laborieuses recherches) soient aménagés ; soit rechercher un emplacement provisoire. Monsieur Sak adopta la seconde solution et après de multiples démarches, les Autorités Militaires Britanniques consentirent à nous céder une partie de la caserne occupée par leurs troupes sur les hauteurs de Wuppertal. En hiver, les « Harding Barracks » qui se trouvaient dans un état lamentable, étaient perpétuellement drapées de brume. Et quand les brouillards étaient absents, c'était le vent, qui, roulant sur le béton des cours immenses, apportait jusqu'aux fenêtres des pavillons longs et bas l'humidité froide de la plaine environnante. Mais que faire ? Quand le vin est tiré, il faut le boire.

Le transfert du mobilier qui devait avoir lieu entre le 27 et le 30 décembre fut confié au Service Territorial et à une firme de Bad Godesberg. En douze jours (du 1er au 12 janvier 1950) les locaux furent badigeonnés, tapissés et pourvus de tableaux noirs. Bref, lorsque nos élèves nous revinrent le 13 janvier, sanglés dans des capotes kakis plus ou moins seyantes, seuls les portefeuils dans les couloirs et l'aspect monacal des dortoirs rappelaient l'ancienne destination des lieux.

Le déménagement des professeurs et de leurs familles avait eu lieu le 30 décembre 1949. Cette randonnée vers une ville inconnue, par une journée courte et grise de la fin décembre, sans que nous ayons la moindre connaissance préalable du logement qui nous était réservé ou de la distance qui nous séparait de cette nouvelle école jamais entrevue, offrait tous les charmes de la vie de bohème, mais en bons Belges roucailliers, qui criaillent avant même qu'on ne les écorche, les professeurs ne se firent point faute de traîner sur la claie ceux qui les avaient embarqués dans cette galère. Ils furent disséminés aux quatre coins de Wuppertal et de Solingen et logés dans des maisons occupées antérieurement par des familles de militaires britanniques. Un autobus militaire mettait deux heures pour aller les cueillir tous les matins et les amener à l'Athénée.

Le 11 janvier 1950, tandis que de gros flocons de neige s'écrasaient sur les vitres de la salle des professeurs, l'inspecteur-Préfet Sak — parmi les senteurs du vernis et de la couleur fraîche — donna lecture d'une lettre ministérielle félicitant les membres du personnel « pour le dévouement dont ils avaient fait preuve en des circonstances pénibles et difficiles » et il ajouta amer et narquois, car nos bons ronchonements flamands et wallons étaient venus à ses oreilles : « que

de la note : « nous sommes, après de multiples démarches, parvenus à obtenir un délai de quatre mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1949 », laissait peu de doutes quant à la suite des événements.

La conférence de Londres de juin 1949 visait à faire d'une Allemagne libre et démocratique un membre actif de la communauté des nations occidentales. Les Alliés renonçaient au système d'administration directe et se bornaient dorénavant à contrôler par l'entremise d'une Haute-Commission tripartite. D'ailleurs les événements politiques allaient se précipiter au cours des derniers mois de 1949. Le 7 septembre eut lieu la première réunion du Bundestag et du Bundesrat, le 12 le professeur Heuss était élu Président de la République Fédérale et le 15 septembre le Bundestag accordait son investiture au Dr. Adenauer.

Tous les grands centres étant détruits et Konrad Adenauer habitant à proximité de Bonn, cette dernière ville devint la capitale de l'Allemagne de l'Ouest. L'homme qui, cinq ans durant, avait si souvent gravi la route escarpée du Petersberg pour aller prendre les ordres des Hauts-Commissaires voulait à présent que la nouvelle capitale et ses cités satellites fussent comprises dans une zone neutre. C'est ainsi qu'il fut décidé d'aller installer l'Athénée sous d'autres cieux, mais rien ne transparaissait pendant des projets qui allaient changer le lieu de nos activités. Les procès-verbaux des réunions des 3 et 13 septembre, des 10, 15 et 18 octobre, des 10, 17, 18 et 23 novembre n'en soufflèrent mot.

Il nous faut attendre la réunion du 21 décembre pour être fixé définitivement. Cette fois, tout espoir de voir notre séjour se prolonger à Honnef devait définitivement être enterré, car quelques jours plus tôt (le 15 décembre 1949), le Préfet avait reçu de la Haute Commission Alliée l'ordre formel d'avoir à évacuer le couvent des Ursulines.

chacun en prenne suivant ses mérites ». Le brave homme qui oubliait sous le dard de l'amertume que l'esprit de dénigrement à l'égard de ses dirigeants est l'une des tonalités psychologiques les plus persistantes du Belge, s'était dévoué sans compter pour que femmes et enfants ne fussent pas renvoyés en Belgique comme le préconisaient les autorités militaires belges. Il était bien mal récompensé de ses efforts et de ses démarches, mais le personnel enseignant, souvent gardé dans l'ignorance du comment et du pourquoi des mesures le concernant, était incapable d'apprécier à sa juste valeur le dévouement du Chef d'établissement.

Les jours passèrent lentement dans la grisaille de Wuppertal. Mais quand les premiers parfums du printemps se mirent à errer dans les sous-bois, les informations concernant le nouvel établissement se firent plus précises. Ceux que la curiosité avait incités à aller juger de la progression des travaux étaient revenus porteurs de nouvelles fort optimistes quant à la possibilité d'une rentrée prochaine. Le 29 mars, des ordres précis furent communiqués. Les professeurs étaient « autorisés à partir en vacances avec Monsieur Monier, économe » (une phrase qui, lue 20 ans après, paraît bien sibylline), mais ils étaient priés de se trouver le samedi 15 avril à Rösrath pour prendre connaissance des lieux et se familiariser avec la nouvelle organisation de l'internat.

Hélas, si l'Athénée était prêt, la construction des vingt-deux maisons destinées aux membres du personnel enseignant n'avancait pas. Le Ministère de la Reconstruction à Düsseldorf n'avait même pas encore mis les travaux en adjudication. Monsieur Sak se rendit à Düsseldorf à la fin mars, fulmina, tempêta, fit grand bruit et nous revint porteur de plans destinés à rendre notre attente un peu plus patiente.

Le Préfet s'installa définitivement à Rösrath le 5 avril (il logeait au château de Lerbach), mais les professeurs continuèrent à faire la navette chaque jour entre Wuppertal et Rösrath (aller et retour ± 140 kilomètres). Au bout de quelques semaines de pérégrinations, certains, las de voyager, décidèrent de s'installer également au Château de Lerbach, un centre de repos pour officiers belges situé à 15 kilomètres de Rösrath et y restèrent jusqu'à la fin de l'année scolaire. La vie de château opulente et un tantinet oisive, avait ses agréments, mais elle ne permettait pas d'affirmer avec Rivarol que « l'estomac est le sol où germe la pensée ». D'ailleurs les gastronomes se muèrent bientôt en gastropathes. Heureusement, lorsque nous partîmes en vacances à la fin juin, une promesse formelle d'achèvement des maisons de Rösrath pour la rentrée de septembre flottait dans l'air.

En feuilletant vingt ans après le registre des réunions de ces années difficiles, on ne peut s'empêcher d'être frappé par le souci constant que manifestait l'Inspecteur-Préfet Sak de donner en toutes circonstances la primauté aux problèmes pédagogiques. Même aux heures les plus tendues de nos inquiétudes, il distillait, distant et inflexible, d'olympiennes considérations sur la ponctualité, l'ordonnance des conseils de classe, la propreté des locaux, la préparation des cours ou... la correction de la tenue militaire. Par Arrêté du Régent n° 5349 du 6 septembre 1948, tous les membres du personnel enseignant et administratif avaient, en effet, été assimilés au rang d'officier subalterne, 2ème ca-

tégorie et astreints à endosser l'uniforme. Les dispositions de l'arrêté précité ne « cessèrent leurs effets » que le 22 juin 1959.

Pendant cinq ans, le cérémonial journalier, puis bi-hebdomadaire, du salut au drapeau commandé par l'économe constitua, comme dans les Kibboutzim du Jourdain ou de la Mer Morte, un instant solennel de recueillement collectif.

Après la dislocation du carré des « troupes », les professeurs retardataires quittaient discrètement la loge du concierge et chacun se dirigeait vers les pavillons à colombage qui abritaient les classes.

Le 4 septembre 1950 eut lieu la reprise des maisons de Wuppertal et de Solingen par les délégués belges, anglais et allemands des services compétents et le 6 septembre commençait le déménagement des familles des professeurs à raison de quatre familles par jour.



rösrath, enfin !

Bien situé dans l'étroite vallée de la Sülz, à égale distance des deux villages de Rösrath et de Hoffnungsthal, l'Athénée allait, enfin, connaître des jours plus paisibles. La population scolaire qui avait été stationnaire au cours des années 1949 et 1950, n'augmenta que de quelques unités au cours de l'année 1951, mais en 1952, elle passa subitement de 216 à 319 élèves dont un tiers d'enfants flamands.

Les contacts entre maîtres et élèves étaient étroits et cordiaux. Au cours de l'année 1951 on vit les professeurs consacrer à tour de rôle leurs soirées à la surveillance des études. Il importait d'inculquer aux élèves une méthode de travail efficace et rapide. Qui mieux que les enseignants pouvait diriger les travaux imposés en classe ?

Par ailleurs, tous les mardis après-midi, les classes se divisaient en groupes et cultivaient quelque violon d'Ingres sous la direction d'un professeur. Si cette expérience se révéla fructueuse pour l'un ou l'autre groupe, il faut reconnaître cependant que ces « après-midi de délasserment » firent long feu dans la plupart des cas. Les professeurs se trouvaient confrontés avec des tâches auxquelles ils étaient fort mal préparés. L'expérience devait courir à un échec.

Rappelons aussi que dès la fin des examens de juin, des excursions d'une semaine étaient organisées auxquelles participaient la grande majorité, si pas la totalité des élèves de l'établissement. Certaines classes se dirigeaient vers les hauts plateaux de l'Eifel, d'autres se dispersaient dans les vallées du Neckar, du Main ou du Rhin. D'autres s'acheminaient vers le Luxembourg. D'autres encore retrouvaient les paysages familiers du pays natal.

Tous les élèves étaient internes à cette époque. Dès lors l'athénée n'était pas seulement le lieu où se dispensait l'enseignement, mais il constituait aussi un centre de fêtes, de réunions, de manifestations diverses groupant élèves et professeurs. Il abritait, enfin, tous les services indispensables à la bonne marche d'une vie communautaire évoluant en milieu étranger.

Le 10 juillet 1952, les Ministres de l'Instruction publique et de la Défense nationale autorisèrent la création des classes de troisième et des sections industrielles et familiales.

La population scolaire augmentant sans cesse, de nouveaux locaux ne tardèrent pas à être construits derrière le Château et les classes-pavillons érigées en 1950 perpendiculairement à l'étang.

Leur inauguration eut lieu le lundi 22 février 1954 en présence de S.E. l'Ambassadeur du Roi des Belges auprès de la République Fédérale, du Lieutenant-Gé-



néral Tromme, CCFBA et représentant du Ministre de la Défense nationale, de Monsieur Van Bilsen, chef de Cabinet du Ministre de l'Instruction publique, des généraux Berben, Mahieux, Jooris, du Colonel Palmaers, chef d'Etat-Major du 1er Corps, de l'Auditeur Militaire, des Colonels chefs de service au O.G. et de bien d'autres personnalités encore. Personne ne se doutait, ce jour-là, que l'Athénée de Rôsrath allait, quatre ans plus tard, voir sa population subitement augmenter au point d'obliger les instances responsables à envisager de nouvelles extensions.

Un ordre de service daté du 18 février 1954 annonçait pour 11 heures 30 — si le temps le permettait — un défilé des garçons et des filles en présence des autorités militaires et civiles invitées à l'inauguration. Quinze ans après, parmi les quatre anciens professeurs encore attachés à l'Athénée, aucun ne se souvient du temps qu'il fit ce jour-là et ne saurait affirmer avec certitude si le défilé eut vraiment lieu, mais ces souvenirs sont d'importance mineure. L'ordre de service en question ne vaut la peine d'être rappelé que parce qu'il décrit avec minutie les obligations vestimentaires des élèves présents à la cérémonie.

C'est grâce à ces détails que nous pouvons revoir en imagination nos groupes de jeunes gens en longue capote kaki cachant une courte culotte et un battle-dress et nos jeunes filles, d'autre part, en bérêt bleu et manteau de même couleur.

L'idée de faire endosser un uniforme aux élèves de l'Athénée fut suggérée par Monsieur l'inspecteur Sak. Il craignait que le clivage social propre au milieu militaire n'eût quelque répercussion sur la tenue vestimentaire des élèves.

L'usure des uniformes, leur coût, le besoin de se libérer d'une standardisation jugée excessive provoqua l'abandon des tenues bleues et kakis. Mais on maintint cependant pour les filles l'obligation de porter un tablier. A son tour, celui-ci fut abandonné. Il fallut attendre 1968 pour qu'à nouveau, devant l'invasion des blue-jeans, des mini-jupes et des fantaisies vestimentaires de Carnaby Street, le Chef d'établissement pré-

conisât le port de vêtements plus sobres et dans une certaine mesure standardisés.

A la fin de l'année scolaire 1953-1954, Monsieur Paul Sak, Inspecteur-Préfet, atteint par la limite d'âge, abandonnait définitivement la direction des écoles belges d'Allemagne. Son expérience de l'enseignement, son souci de l'éducation sociale et civique des élèves, la fermeté de son caractère, la distinction de ses propos et de sa personne, son bilinguisme parfait lui avaient gagné l'estime des milieux militaires. Il fut un préfet respecté, intransigeant, distant, obéi, mais très attaché aussi à l'ensemble de son personnel dont il exigea six ans durant une stricte discipline de travail et une ponctualité d'horloge. Peu sensible au culte de l'intelligence spéculatrice et à la complexité du monde nouveau qui s'ébauchait dans l'après-guerre, il eut le bonheur de vivre dans un univers simplifié où il pouvait à sa guise modifier sa vision des choses. Son mérite principal fut non seulement d'avoir dans toute la mesure du possible et avec infiniment de dévouement préparé le cadre dans lequel allaient vivre enseignants et enseignés, mais aussi d'avoir laissé à ses successeurs un personnel dévoué à la cause de l'enseignement et soucieux de l'éducation morale des jeunes.

Monsieur Sak fut remplacé le 1er septembre 1954 par Monsieur Jean Schoups, Préfet de l'Athénée Royal de Saint-Nicolas-Waes et romaniste néerlandophone. Le nouveau préfet vint à Rôsrath sans sa famille et n'y demeura que 10 mois. En son absence, le discours de la distribution des prix de fin d'année fut prononcé par Monsieur A. Vandesande, Proviseur.

En cette fin juin 1955, nos premiers rhétoriciens nous quittaient. Certains avaient vécu toutes les tribulations de l'Athénée. Nous les vîmes partir avec regret. Avec eux s'effaçait le souvenir des années exaltantes et difficiles.

Avec l'arrivée de Monsieur Jules Ruchard, Inspecteur de mathématiques pour l'enseignement moyen et normal, l'Athénée allait connaître une des plus belles périodes de son existence.

Monsieur Ruchard était un chef de grande valeur, exigeant, scrutateur, mais compréhensif aussi. Il savait entretenir dans les esprits le doute fécondant, le besoin de dépassement de soi, le refus de s'installer dans la routine, la facilité, la banalité et le conformisme. On pénétrait, en le côtoyant, dans l'univers stimulant d'une personnalité exceptionnelle. Aussi son influence fut-elle considérable.

Monsieur Ruchard dirigea l'enseignement belge en Allemagne du 9 août 1955 au 30 avril 1957. Son départ subit nous consterna. « Vous concevez aisément la peine que j'éprouve », écrivait-il dans une lettre d'adieu au personnel, datée du 13 avril 1957, « en renonçant à des fonctions auxquelles j'étais profondément attaché et en vous quittant, vous, mes dévoués collaborateurs. Mon mandat à Rôsrath fut certes, le plus dur de toute ma carrière, mais il s'inscrira, je crois, comme le plus fécond et le plus exaltant ».





Homme réservé et discret, Monsieur Ruchard n'aborda jamais, au cours de rencontres ultérieures, le problème de son départ de Rôsrath. Nous respectons dès lors son silence, mais nous n'ignorons pas qu'il était capable de sacrifier, s'il le fallait, ses propres intérêts pour défendre les nôtres. Qu'il veuille bien croire, en lisant ces lignes, que nous gardons ici un souvenir ému de son passage à Rôsrath et que nous tenons à lui exprimer, une fois de plus, notre gratitude et notre admiration.

Parmi ses initiatives signalons la remarquable exposition de travaux d'élèves que des écoles allemandes vinrent visiter et une magnifique fête de gymnastique, d'une organisation impeccable.

Son action en faveur des écoles primaires fut tout aussi importante. Pour parer à l'inconvénient des mutations fréquentes des élèves, il créa pour notre Secteur un plan d'études assurant l'unité de l'enseignement dans tout le réseau primaire, de telle sorte que l'élève, changeant d'école, ne fût pas dépaycé.

Cette activité considérable était nécessitée par l'existence de vingt-deux écoles, soixante et onze professeurs et surveillants, cent cinquante-trois instituteurs et quatre mille quarante élèves des deux régimes linguistiques.

Parmi les quatre inspecteurs de l'enseignement qui visitèrent Rôsrath en 1954, se trouvait Monsieur Fernand Nicolas, docteur en sciences géographiques. Il était alors bien loin de penser qu'il allait, trois ans plus tard, succéder à Monsieur Ruchard. Il savourait depuis huit mois les douceurs d'une retraite bien méritée après une carrière de trente-huit années passées au service de l'enseignement secondaire, lorsque le Ministre Collard le désigna pour reprendre à partir du 1er mai 1957 la succession de Monsieur Ruchard.

Homme d'une intelligence hors-pair et diplomate né, à la fois souple, habile et pondéré, Monsieur Nicolas allait hériter d'une charge écrasante.

Il fut le préfet des années orageuses. Il fut celui qui lutta énergiquement pour le maintien de l'Athénée dont l'existence était menacée faute de crédits. Il ressuscita en 1950 les sections industrielle et familiale flamandes disparues trois ans plus tôt, faute d'inscriptions. Il réclama, dès 1958, la création d'un établissement autonome de régime néerlandais et dut faire face à une impressionnante progression de la population scolaire. Il dut, enfin, résoudre le problème fort difficile, à l'époque, du recrutement du personnel enseignant.

Dans un article intitulé « Souvenirs » qu'il eut l'amabilité de nous envoyer voici quelques mois, Monsieur Nicolas écrivait notamment : « En 1957, je trouvais dans ma corbeille d'accueil, un athénée avec deux sections linguistiques, 19 écoles primaires, 20 écoles gardiennes et un total de 4.000 élèves environ. En 1964, je laissais à mes honorables successeurs, dans une corbeille beaucoup plus grande, deux athénées autonomes, 23 écoles primaires, 24 écoles gardiennes et un effectif total de plus de 8.000 élèves. »

Quand Monsieur Nicolas entra dans ses nouvelles fonctions le 1er mai 1957, le soleil brillait et nous avions congé. Ce début était de fort bon augure, mais l'horizon n'allait pas tarder, hélas, à se charger de gros nuages.

C. Schmit.





la suppression de l'athénée

Arrivé à Rössrath, Monsieur Nicolas, nouvel inspecteur-préfet, était plein d'optimisme. Les circonstances semblaient d'ailleurs lui donner raison. La période des difficultés paraissait enfin révolue : l'Allemagne était redevenue prospère, l'occupation était oubliée, de bonnes relations s'établissaient entre autorités belges et allemandes, les conditions de vie de nos familles se normalisaient progressivement. L'enseignement qui était désormais dispensé aux enfants belges avait certainement contribué à cette normalisation. Bref, la vie de notre athénée, entrée véritablement dans nos habitudes, semblait devoir se limiter à la construction de nouvelles classes, à la création de nouvelles sections primaires ou au recrutement de professeurs, preuves évidentes de l'excellente santé de nos écoles d'Allemagne.

Brusquement surgirent des complications et, contre toute attente, elles vinrent cette fois de Belgique. En 1961, on envisagea bel et bien de supprimer l'athénée et les écoles gardiennes. C'était là une décision pour le moins inattendue et incompréhensible. C'était aussi une solution par trop simpliste à des difficultés financières passagères. L'afflux constant de nouveaux élèves nécessitait depuis un certain temps déjà, des constructions supplémentaires et des crédits sans cesse plus élevés. Malheureusement les circonstances ne s'y prêtaient guère. La Belgique passait alors, comme elle le fait périodiquement, par une période de restrictions budgétaires : il y avait eu l'indépendance du Congo en juillet 1960, puis quelques mois plus tard des grèves dans tout le pays. Ajoutons encore que depuis 1959 la République Fédérale avait cessé de verser les indemnités dues au titre de frais d'occupation. Le Ministère de la Défense nationale se trouvait dès lors devant une situation nouvelle puisque les charges inhérentes à notre enseignement étaient jusqu'alors prélevées sur ces crédits. Comme d'autre part le Gouvernement belge exigeait des compressions importantes du budget de l'armée, on imagina donc de supprimer l'athénée et les écoles gardiennes. Du coup il n'y avait plus de problème de locaux pour les écoles primaires en extension et plus de soucis à avoir devant l'augmentation continue du nombre d'élèves de l'athénée. Les parents n'avaient plus d'autre solution que d'envoyer leurs enfants en pension en Belgique, et ceci grâce à une indemnité proposée en compensation. Si on avait voulu démanteler notre enseignement et briser son unité structurelle, on n'aurait pas pu faire mieux. Et que dire des problèmes familiaux posés par l'éloignement des enfants, les frais de pension et de voyage, les pertes de temps ? On voulait ignorer que certaines garnisons se trouvaient à 400 kilomètres de



la frontière belge, que les militaires de condition modeste étaient dans l'impossibilité d'engager de telles dépenses pour plusieurs enfants, et que des familles se disloqueraient pour pouvoir surveiller l'éducation scolaire de ceux-ci. C'était, en somme, considérer les Belges d'Allemagne comme des citoyens de seconde zone, puisqu'ils n'auraient plus droit, outre-Rhin à l'enseignement de l'Etat. On perdait également de vue que l'enseignement gardien était une nécessité impérieuse pour des petits Belges vivant loin de leur pays et parfois élevés par une mère de nationalité étrangère : sans cet enseignement, certains enfants seraient arrivés à l'école primaire en ignorant pratiquement le français ou le néerlandais.

Heureusement, tout le monde s'y opposa avec un bel ensemble. Le Commandant en Chef et l'Inspecteur-Préfet firent pleuvoir rapport sur rapport, les associations de parents s'y mirent et finalement le Ministère de la Défense nationale postposa sa décision ; il autorisa le maintien provisoire des écoles visées pour l'année scolaire 1961-1962, mais il n'accorda aucun des crédits demandés d'urgence pour des constructions nouvelles.

Les Belges firent alors preuve d'ingéniosité : on récupéra des locaux un peu partout, les services du Génie les remirent en état et bientôt on vit des classes installées dans d'anciens baraquements, dans des maisons particulières, dans des casernes et même parfois, faute de mieux, sur des paliers.

Finalement la solution vint du Ministère de l'Education nationale : il reprit à sa charge tout notre réseau d'enseignement. Depuis toujours d'ailleurs, c'était lui qui assurait le paiement du corps professoral, les frais d'achat du matériel didactique et des fournitures classiques. Depuis le 22 juin 1959, un arrêté avait déjà supprimé l'assimilation des membres du personnel enseignant au rang de militaire ; en somme, on redevenait « civil » à titre définitif.

Comme l'écrivait fort justement Monsieur l'Inspecteur Nicolas dans un de ses rapports de l'époque : « Que le Ministère de la Défense nationale continue à supporter des charges pour l'enseignement dont il a réclamé, à juste titre, la fondation, mais qu'il ne peut plus imputer à des crédits versés par l'Allemagne, ou qu'il les partage avec d'autres départements, c'est en fin de compte l'Etat qui remplit un devoir envers des enfants qui, comme ceux de leur mère-patrie, ont des droits égaux et imprescriptibles ».

Après cette période de stagnation, les crédits revinrent et les écoles se mirent à pousser comme des champignons : 67 classes primaires et gardiennes, 8 nouvelles écoles et 12 classes à l'athénée.

la scission

Tout n'était pourtant pas résolu pour autant. En réalité, puisque le principe du maintien était admis, il fallait d'urgence envisager son extension. Pour se rendre compte de cette nécessité, il suffisait de consulter les chiffres et les prévisions établies depuis quelques années. On constatait, par exemple, que le nombre de familles installées en Allemagne était en augmentation constante : de 6.000 en 1957, elles passaient à 9.300 en 1961 et à environ 12.000 quelques années plus tard. Le nombre d'enfants progressait dans les mêmes proportions : alors que 360 élèves étaient sortis des écoles primaires en 1961, on prévoyait que ce chiffre dépasserait rapidement les 1.000. L'Athénée, quant à lui, voyait sa population augmenter, à chaque rentrée, d'une centaine d'élèves. Or les bâtiments de Rösraht avaient été prévus pour environ 500 jeunes gens. On en était déjà en 1961-1962 à plus de 800. Il fallait donc envisager un dédoublement. Deux solutions étaient possibles : ou bien créer deux établissements bilingues, l'un pour garçons, l'autre pour filles, ou bien créer deux établissements mixtes, l'un francophone, l'autre néerlandophone. La première formule avait la faveur des autorités militaires qui voyaient là une occasion donnée aux enfants des deux communautés de continuer à entretenir de bonnes relations, comme ils l'avaient d'ailleurs toujours fait dans les garnisons. Elle avait cependant un inconvénient : il fallait des professeurs des deux régimes et de toutes les disciplines dans les deux établissements, ce qui aboutissait à devoir doubler le corps professoral. Quant à la seconde formule, elle était nettement plus économique : c'était celle préconisée par Monsieur Nicolas et adoptée par le Département. A part quelques nouvelles désignations nécessitées par l'augmentation de la population, les deux établissements pouvaient fonctionner avec le personnel déjà en place.

La seule vraie difficulté était de trouver l'emplacement du deuxième athénée. Le parc de Rösraht étant manifestement trop petit, il fallait chercher ailleurs. Pour des raisons pratiques cependant, — logement des professeurs et transport des élèves des deux régimes — il fallait l'installer dans les environs. On prospecta la région et on envisagea successivement Fühlinger See, Westhoven et Bensberg.

Par souci d'économie également, il valait mieux laisser à Rösraht, où il y aurait désormais de la place, celui des deux établissements qui avait la plus forte population scolaire. Comme il y avait alors 518 Wallons et 292 Flamands, la solution était claire : les francophones resteraient à Rösraht. C'était donc un fait acquis, et cela depuis janvier 1962, que l'on créerait rapidement un second athénée et qu'il serait d'expression néerlandaise.

La séparation et le transfert allaient certes poser des problèmes, mais on pouvait espérer qu'ils seraient résolus sans passion. Malheureusement, ce fut le moment choisi par une certaine presse flamande pour entamer une campagne haineuse : elle visait tout à la fois l'armée belge en Allemagne, l'enseignement officiel et plus particulièrement notre établissement. Et que nous reprochait-on ? Par exemple, d'avoir un athénée bilingue dirigé, ô honte, par un inspecteur-préfet francophone, d'avoir un corps professoral pléthorique et trop « à gauche » en section française et insuffisant dans l'autre section. On nous reprochait aussi que de petits élèves flamands étaient surveillés par des maîtres d'étude ne parlant pas leur langue. On allait plus loin : les élèves ou les professeurs flamands étaient, paraît-il, systématiquement brimés par une direction sectaire et malintentionnée à leur égard. Pire encore : on ne respectait pas en Allemagne la déclaration ayant trait à l'appartenance linguistique puisque des parents flamands avaient l'audace d'inscrire leurs enfants en section française ! Il est inutile de continuer cette énumération d'allusions fantaisistes, de reproches dirigés et de mensonges délibérés. Pour les comprendre, rappelons simplement que la Belgique connaissait une fois de plus des affrontements pénibles en matière linguistique. Certains journaux extrémistes flamands cherchaient délibérément à provoquer des incidents et il leur paraissait inconcevable qu'en Allemagne l'atmosphère entre nos deux communautés restât sereine. L'armée ne fut pas épargnée mais il fallait surtout attaquer l'enseignement et essayer au maximum de le discréditer en lui reprochant d'être anti-flamand et anti-religieux.

Les résultats furent bien maigres, car immédiatement et avec une unanimité complète, les enseignants des deux régimes protestèrent violemment. Des résolutions furent prises par l'ensemble du corps professoral, sans distinction d'opinion politique ou philosophique, des motions furent envoyées aux autorités et à la presse. Elles balayaient sans difficulté ce ramassis d'exagérations tendancieuses et de semi-vérités.

Cette campagne était d'autant plus injustifiée que le principe de la séparation étant assuré depuis plusieurs mois, les soi-disant reproches « linguistiques » qu'on aurait pu faire à notre enseignement en Allemagne allaient disparaître d'eux-mêmes. Au cours des années 1963 et 1964, les deux sections devinrent progressivement indépendantes l'une de l'autre. Au 1er septembre 1963 fut créé l'Athénée néerlandais, dirigé par un second préfet, Monsieur Fuchs.

Toutes ces mesures n'allèrent pas sans provoquer une certaine émotion et même parfois un véritable malaise parmi les élèves : ils se connaissaient tous depuis toujours et ne comprenaient pas pourquoi on voulait maintenant les séparer ; aussi envoyèrent-ils, en janvier 1964, une pétition à Sa Majesté le Roi.

Il fut donc décidé que tant qu'ils resteraient tous à Rösraath, les Wallons et les Flamands continueraient leurs relations amicales. Ils fréquenteraient, comme par le passé, les mêmes cours de récréation et partageraient les mêmes activités extra-scolaires.

Ainsi se termina l'année scolaire 1963-1964 et la mission confiée à Monsieur Nicolas. Il fut remplacé en septembre 1964 par notre préfet actuel, Monsieur Bottriaux.

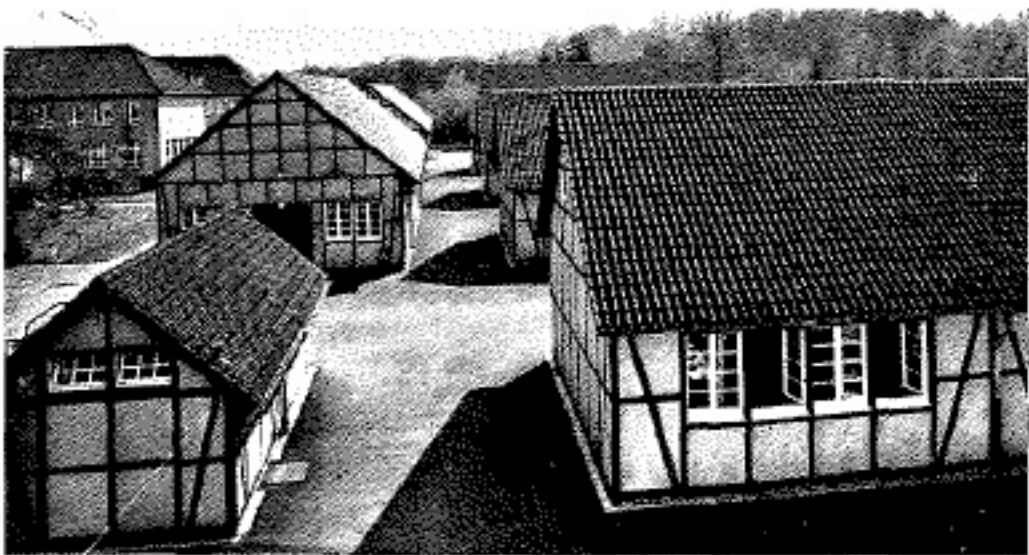
La nouvelle année scolaire commençait bien : le Ministère de l'Éducation nationale avait signé le 8 août 1964 l'arrêté donnant à notre établissement un caractère définitif. C'était mettre un terme à une situation souvent désagréable pour le corps professoral, qui s'inquiétait d'être toujours à la merci d'une suppression d'emploi. Et nous savions que ce n'était pas là une vaine menace. Un rapport constatait déjà en 1957 que sur 208 professeurs et instituteurs, 142 étaient toujours intérimaires. Par la suite, plusieurs solutions furent envisagées. On nomma, tout d'abord, quelques-uns de nos professeurs dans des établissements belges avec détachement en Allemagne. C'était fort compliqué. Puis, à partir de 1960, on en nomma d'autres dans le cadre de l'enseignement. C'était fort vague. A partir de septembre 1964, la situation put enfin se normaliser progressivement, car les désignations et les nominations se firent plus rapidement.

Entretemps les Flamands nous quittaient par bribes et morceaux : d'abord l'internat déménagea en partie à Westhoven, puis complètement au château de Bensberg. L'année suivante, les classes inférieures et les sections techniques suivirent le mouvement et finalement, en septembre 1966, tout l'athénée flamand se retrouvait dans ses meubles à Bensberg.

Quant au nôtre, il avait finalement de la place pour loger ses classes et ses internes, malgré un malencontreux incendie qui détruisit partiellement un bâtiment.

De juillet 1965 à mars 1966, Monsieur le Préfet Bottriaux, détaché au Cabinet du Ministre de la Fonction publique, fut remplacé par Monsieur A. Breuskin, professeur à l'Athénée royal de Dinant et actuellement attaché de Cabinet au Ministère de l'Éducation nationale. Dès son retour Monsieur Bottriaux s'attacha avant tout à diversifier notre enseignement secondaire et à en augmenter les possibilités et l'efficacité. Dès la rentrée de 1964, on créa, en plus des quatre sections traditionnelles, une section latin-sciences. En 1964 également, un cours d'anglais, deuxième langue, fut lancé au niveau des troisièmes, puis étendu aux sixièmes l'année suivante. D'autre part, une expérience fut tentée et réussie dans le domaine des mathématiques : depuis quatre ans, à présent, la mathématique moderne est, en effet, enseignée dans les classes inférieures. Les quelques réticences constatées au début ont disparu devant les résultats obtenus. La section A 3, de son côté, a vu se créer, en 1965, une quatrième année complétant le cycle technique inférieur. Signalons encore qu'un cours d'allemand, deuxième langue, a été ouvert à la rentrée de l'année scolaire 1968-1969 et que la création de classes pour retardés scolaires a été décidée le 8 août 1968 par le Ministre de l'Éducation nationale.

L'équipement souvent désuet et insuffisant de certains cours fut complètement renouvelé. Nos professeurs de sciences eurent le plaisir de pouvoir inaugurer en 1967 deux nouveaux laboratoires de physique et de chimie et un local de biologie.



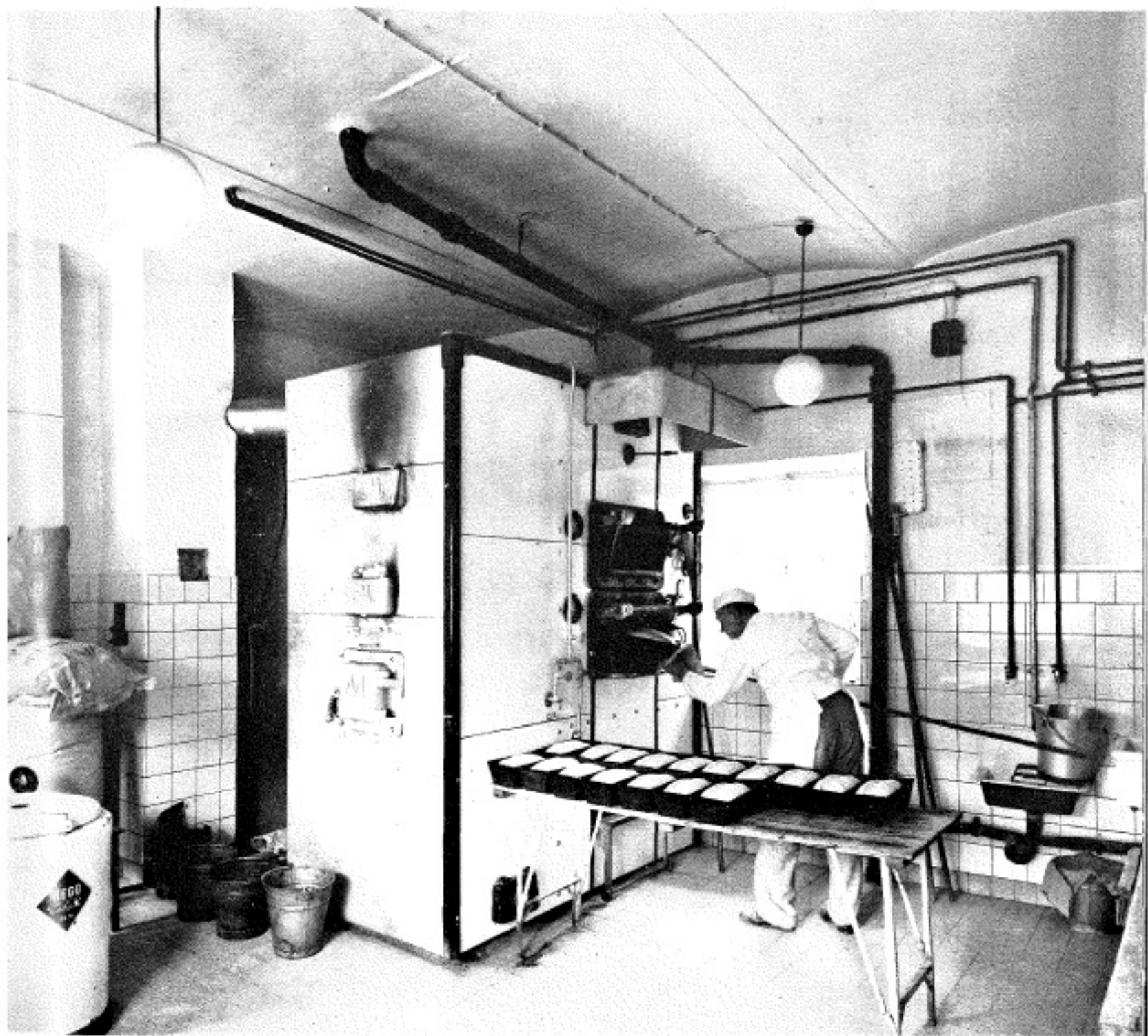
Bientôt, notre athénée sera doté d'un laboratoire de langues, de nouveaux gymnases et même d'une piscine. Depuis quelques années aussi, Rösrath a multiplié ou intensifié ses activités extra-scolaires. Il offre, par exemple, sa collaboration active au Service d'Entraide aux Familles des F.B.A. pour organiser chaque année des classes de neige et des classes de forêt en faveur des élèves des écoles primaires. Il accueille régulièrement des colonies de vacances venant de Belgique ou de l'étranger. Depuis quatre ans, aussi, à Pâques et en juillet, des groupes de jeunes Français choisis par le Ministère de l'Education nationale à Paris viennent chez nous perfectionner leur connaissance de l'allemand. L'Athénée les prend en charge, organise leur séjour, leurs activités, leurs délasséments et les met en contact avec des jeunes Allemands de leur âge. Grâce au dévouement de certains de nos germanistes et de professeurs allemands, ils reçoivent tous les jours des cours adaptés à leur connaissance de l'allemand.

Enfin, dans un tout autre domaine, le Département a décidé la création d'un Centre Psycho-médico-social et d'Orientation Professionnelle ; il complète harmonieusement notre réseau d'enseignement en Allemagne. Ce centre s'avérant de plus en plus nécessaire, les autorités militaires et plus spécialement le Service de Santé avaient tout mis en œuvre pour l'obtenir. Quant à l'Athénée, il le réclamait depuis trois ans. Le personnel du Centre comprend des psychologues, des infirmières, des spécialistes de l'orientation. Tous travaillent en collaboration étroite avec nos écoles et le Service de Santé pour le plus grand bien des enfants. Nous voilà arrivés au terme de notre chronique. Jamais, au départ, nous n'aurions imaginé que nos quelques écoles du début dureraient aussi longtemps et surtout qu'elles prendraient une telle extension.

Si leur existence est due à des nécessités politiques et militaires, leur succès, par contre, s'explique plus sûrement par la qualité de l'enseignement qui y a été dispensé et par le dévouement de ceux qui y œuvrent depuis des années.

Notre but n'est pas ici de dresser un bilan, mais il faut reconnaître que notre enseignement belge en Allemagne n'a jamais, malgré les difficultés rencontrées, manqué de dynamisme ou de foi dans l'avenir. C'est, sans aucun doute, la preuve qu'il se porte bien.

L. Grosjean.



« L'arbre, l'ami de l'homme... Couverture, sur nous, entre terre et ciel. Ecran généreux à proximité de nos yeux et des géométries éventuelles de nos constructions dures. Outil précieux dans les mains de l'urbaniste. Expression la plus synthétique des forces de la nature. Présence de la nature dans la ville, autour de nos labeurs ou de nos divertissements. Arbre, compagnon millénaire de l'homme ! »

Le Corbusier,

— « Quand les cathédrales étaient blanches ».

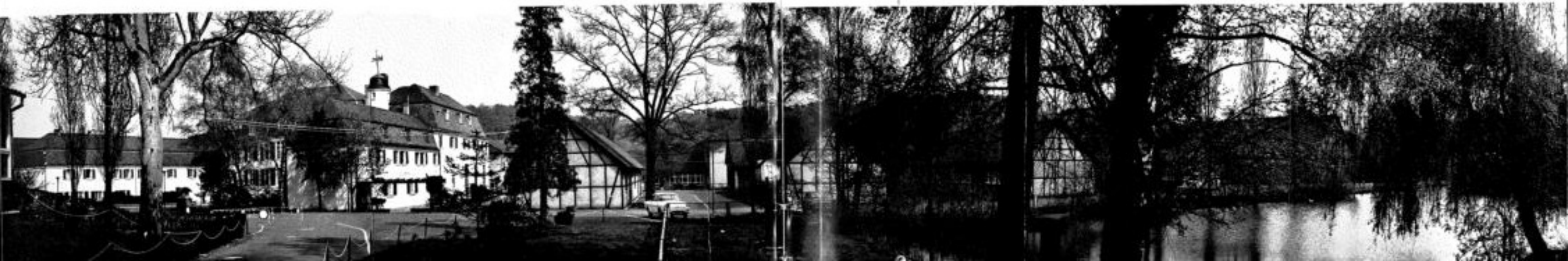
Parmi les **plantes sauvages**, nous avons reconnu : le scirpe-des-lacs ou jonc-des-tonneliers, l'iris-des-mais, la moutarde-des-champs, l'œillet-des-prés, l'oseille commune, la capselle bourse-à-Pasteur ou bourse de capucin, le crépis verdoyant, l'ervum à quatre graines, le trèfle, la prêle des champs, l'anthriscue vulgaire, la linaira symbalaira ou Ruine-de-Rome, la chélidoine majeure ou herbe-aux-verrues, le diplotaxis à feuilles ténues, la ciguë tachée ou grande ciguë, l'aspérule des bois et l'aspérule odorante, la véronique Petit-Chêne, le raifort aquatique jaune, la silène enflée.

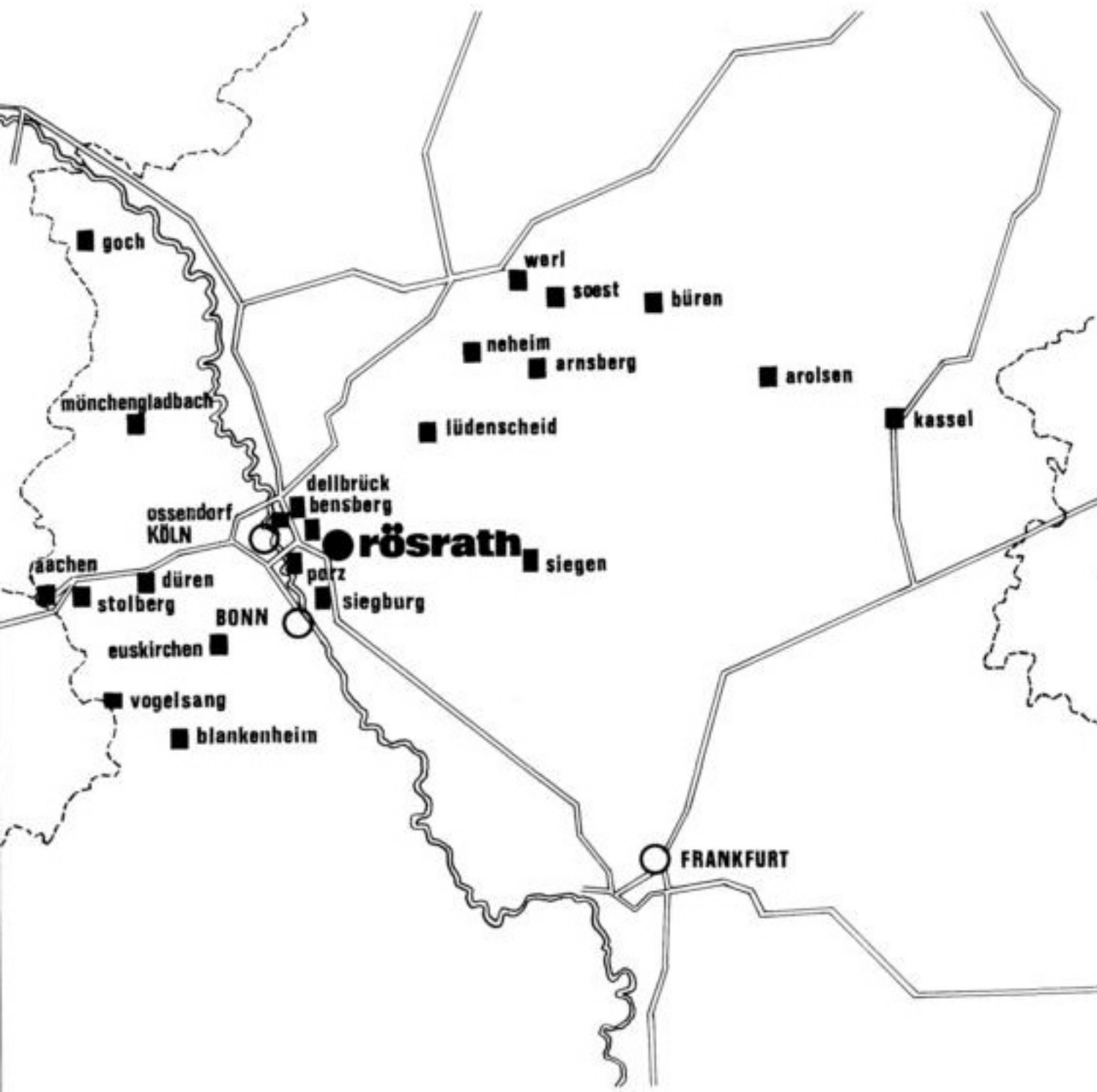
Parmi les **essences forestières** croissant dans l'enceinte de l'Athénée figurent :

le peuplier d'Italie et le peuplier du Canada, le saule pleureur et le saule Marsault, le bouleau verruqueux et le bouleau blanc, l'aulne glutineux et l'aulne blanc, le charme commun, le hêtre sylvestre, le chêne rouvre, le chêne sessile ou noir et le chêne d'Amérique ou rouge, le châtaignier commun, l'orme pédonculé, le platane à feuilles d'érable, le tilleul à grandes feuilles, le robinier faux acacia, l'érable sycomore, l'érable plane, l'érable champêtre et l'érable negundo, le marronnier d'Inde, le sureau noir, le frêne commun, le pin sylvestre, l'épicéa, le thuya, le cyprès et l'if à baies.



vingt ans
d'enseignement belge
en r.f.a.





sommaire

pages	
4	Liminaires.
8	Préface.
12	Les premiers pas (1946-1948)
18	Histoire de l'Athénée Royal de Rösrath (1948-1968).
40	Arbres et fleurs du parc de l'Athénée.
42	Organisation des études et perspectives après les différents cycles.
48	Méthodes et programmes.
73	Membres du Corps enseignant, du Personnel administratif et du Service de santé.
82	Nos visiteurs.
87	Nos anciens élèves.
94	Palmarès sportif.
96	Quelle est la situation, en Allemagne, des 20.000 enfants de nos militaires ?
106	La presse et nous.
114	Notre centre psycho-médico-social.
116	Rösrath à l'entrée du Pays de Berg.
128	Historique de l'enseignement primaire belge en Allemagne.
172	Activités parascolaires à Rösrath.
178	Les fêtes commémoratives.
182	Postface.